

Evry-Courcouronnes, le **- 3 JUIN 2024**

Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CARREFOUR SUPPLY CHAIN BÂTIMENT A**

9-11 rue des Haies Blanches – 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN Bât. A implanté Zac des Haies Blanches 91830 Le Coudray-Montceaux. L'inspection a été annoncée le 16/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN Bât. A
- Zac des Haies Blanches 91830 Le Coudray-Montceaux
- Code AIOT : 0006513336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite un entrepôt d'environ 75 400 m<sup>2</sup> répartis sur 13 cellules dont :

- 7 cellules sont dédiées au stockage de textile ;
- 6 cellules sont dédiées au stockage de produits électroniques, de photos, de cinémas et de sons.

Toutes cellules sont louées par la société CARREFOUR SUPPLY CHAIN.  
GXO est prestataire de service pour le compte de la société.



## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites de l'inspection du 11/10/2021 ;
- Prévention des risques technologiques ;
- Conditions de stockage ;
- Plan de défense Incendie (PDI) et Plan d'Opération Interne (POI) ;
- Etude des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> ;
- Porter à connaissance climatiseurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>1</sup>	Proposition de délais
3	Portes coupe-feu – fonctionnement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article – 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Déclaration GIDAF	Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre I > Article 6.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article Article 4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Sinistre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.5. Dispositions en cas d'incendie	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14. Evacuation du personnel	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Lettre de suite préfectorale	3 mois

<sup>1</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
18	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Lettre de suite préfectorale	3 mois
20	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie	Lettre de suite préfectorale	3 mois
21	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie	Lettre de suite préfectorale	3 mois
28	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre V > Article 2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
29	Chargeur d'un tracteur électrique	Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 2 > Article 1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Carnet de bord Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
2	Enregistrements des coups de foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
4	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre I > Article 6.2
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
11	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage
12	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
13	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
19	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie
23	étude des effets thermiques 8KW/m <sup>2</sup>	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
24	étude des effets thermiques 8KW/m <sup>2</sup>	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
25	étude des effets thermiques 8KW/m <sup>2</sup>	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
26	étude des effets thermiques 8KW/m <sup>2</sup>	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
27	Porter à connaissance stockage de climatiseurs	Lettre du 14/05/2024

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre à l'extérieur.

L'exploitant possède une excellente gestion de l'état des stocks.

L'exploitant a mis en oeuvre les dispositions pour stocker des climatiseurs conformément à son dernier porter à connaissance.

L'exploitant devra rester vigilant à l'efficacité des portes coupe-feu et notamment veiller à leur bonne maintenance, éviter que les employés bloquent ces portes ou bien veiller à ce que des cartons ne bloquent celles-ci.

L'exploitant doit mettre à jour son Plan Interne d'Opération notamment en intégrant les dispositions en cas d'indisponibilité du sprinkleur et en cas de sinistre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Carnet de bord Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION du 11/10/2021 *** NC 4.1 : L'exploitant n'a pas présenté le carnet de bord des installations de protection contre la foudre, contrairement aux prescriptions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.  *** INSPECTION du 21/05/2024 *** L'exploitant présente le carnet de bord. → La non-conformité est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 2 : Enregistrements des coups de foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION du 11/10/2021 *** NC 4.2 : L'exploitant ne possède pas de registre d'enregistrement des coups de foudre et ne connaît pas la démarche à suivre en cas d'enregistrement d'un coup de foudre, contrairement aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.  *** INSPECTION du 21/05/2024 *** L'exploitant présente le registre d'enregistrement des coups de foudre. Le dernier impact de foudre date du 24/10/2022.  → La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b>  Le dernier orage a eu lieu le 6 mai 2024 et une vérification a été réalisée. Aucun impact n'a été détecté sur le bâtiment. L'exploitant présente le compte-rendu de la vérification, mais l'information n'a pas été enregistrée dans le registre d'enregistrement  <b>Le traçage des vérifications mérite d'être tracé de façon systématique dans le registre d'enregistrement des coups de foudre, qu'il y ait eu un impact ou non.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 3 : Portes coupe-feu – fonctionnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article – 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compartimentage

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

[...] - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;

- Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; [...]

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION du 11/10/2021 \*\*\*

NC 4.10 : L'exploitant n'assure pas le caractère coupe-feu des parois inter-cellules, car le système de fermeture automatique de certaines portes coupe-feu piétons inter-cellules sont bloquées en ouverture, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

\*\*\* INSPECTION du 21/05/2024 \*\*\*

L'exploitant présente la procédure qui avait été écrite pendant la période du covid-19 pour assurer la fermeture des portes en cas d'incendie.

La procédure est caduque et les portes sont à présent maintenues fermées.

→ La non-conformité est levée.

Toutefois, l'inspection constate que des portes coupe-feu sont défailtantes et sont bloquées en ouverture (voir photos ci-après).

Par exemple,

- la porte coupe-feu PC I45 ne se bloque pas en ouverture et un rouleau de plastique a été placé pour bloquer sa position en ouverture ;
- des morceaux de bois empêchent la porte du local de charge PC J46 de se fermer totalement ;



- la porte coupe-feu de la cellule M donnant sur la benne de déchets est obstruée par des cartons rendant sa fermeture automatique impossible.



-> **Non-conformité** : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des dispositifs assurant la fermeture automatique des portes coupe-feu et qu'aucun objet n'empêche la fermeture effective de celles-ci.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 3 mois



#### N° 4 : Contrôle des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre I > Article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales les susceptibles d'être polluées (EPp) doivent, avant rejet dans le réseau d'eau de la ZAC, valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température: <30°C ;
- PH: compris entre 6,5 et 8,5 ;
- MES (NFT 90 105) : 35 mg/l ou 80 % d'abattement de la pollution par le débourbeur déshuileur ;
- DCO sur effluent brut non décanté (NET 90 101) : 300 mg/l ;
- DBO5 sur effluent brut non décanté (NFT 90 103) : 100 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : 5 mg/l ;
- Total métaux : 1 mg/l. [...]

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION du 11/10/2021 :

OB 3.1 : L'exploitant s'assurera que la société de contrôle des émissions des rejets aqueux mentionne sur son rapport les valeurs limites d'émission (VLE) applicables au site et fasse l'analyse des résultats.

\*\*\* COURRIER du 13/04/2021 \*\*\*

L'exploitant fournit les contrôles des rejets aqueux du site par la société SGS en date du 12/01/2022. Toutefois, les valeurs limites d'émission (VLE) applicables au site ne sont pas mentionnées et il n'y a pas d'analyse des résultats.

\*\*\* INSPECTION du 21/05/2024 :

L'exploitant présente :

- le rapport de contrôles des rejets aqueux en date du 26/08/22. Le rapport présente les valeurs limites d'émission (VLE) ;
- le rapport de contrôles des rejets aqueux en date du 21/11/23. Le rapport présente les valeurs limites d'émission (VLE).

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre I > Article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser au moins une fois par an par un laboratoire agréé, une analyse de l'ensemble des paramètres définis à l'article 6.2 ci-dessus. Les méthodes d'échantillonnage, les mesures et analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises où européennes en vigueur. Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport du laboratoire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas envoyé à l'inspection, via le site internet GIDAF les résultats des analyses.  La dernière analyse postée sur GIDAF date du 27/12/2021.  → <b>Non-conformité : L'exploitant ne transmet pas les résultats des analyses des eaux, via le site internet GIDAF.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Local de charge**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Constructif
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 2.3.1 du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI2/BE 0199 du 30 octobre 2009 : « La toiture des locaux de charge sont T30/1 et la façade extérieure des locaux de charge.»
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne présente pas de justificatif du caractère coupe-feu de la toiture des locaux de charge et des matériaux utilisés pour les façades extérieures des locaux de charges.  → <b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter les justificatifs que les locaux de charge sont T30/1 et que les façades extérieures sont en bardage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 7 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées A/E – Gestion de crise

### Prescription contrôlée :

« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

### Constats :

L'exploitant présente l'interface informatique qui permet de consulter l'état des stocks, selon les rubriques ICPE :

- 1436 : 124 kg ;
- 1510 : 75 000 m<sup>3</sup> ;
- 1530 : 2 200 m<sup>3</sup> ;
- 2662 : 28 m<sup>3</sup> ;
- 2663-2 : 3 m<sup>3</sup> ;
- 4718 : 954 kg.

L'état des stocks est disponible par mention de danger.

Le détail de l'état des stocks est également présenté par cellule.

L'état des stocks est disponible en temps réel.

L'exploitant présente le plan des stockages. Le plan des stockages présente la répartition des matières stockées par rubrique ICPE.

L'état des stocks est imprimé chaque semaine et est à disposition dans le local POI. L'état des stocks est consultable depuis l'extérieur avec une connexion internet 4G.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées A/E –Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  « 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente l'état des stocks synthétique et vulgarisé.  L'exploitant présente le plan des stockages. Le plan des stockages présente la répartition des matières stockées par rubrique ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées – Mise à jour
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  « Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. « Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. « L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.



**Constats :**

La mise à jour de l'état des stocks (y compris pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles) est faite en quasi direct et accessible à tout moment via une connexion VPN.

Les FDS sont accessibles par une application informatique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Sinistre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.5. Dispositions en cas d'incendie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions en cas d'incendie

**Prescription contrôlée :**

« En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.

« En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant. »

**Constats :**

L'exploitant indique que les dispositions pour répondre en cas de sinistre sont en cours d'étude.

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu justifier des dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité, ainsi que les dispositions pour réaliser les diagnostics des impacts en cas d'un sinistre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 11 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage masse et vrac
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que le stockage respecte les prescriptions.  Le stockage en masse de téléviseurs en cellule M est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation et entretien EAI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le compte-rendu de vérification semestrielle du sprinkleur par la société AIRESS en date du 01/02/202, qui atteste que les produits stockés sont compatibles avec la



protection du système d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant présente les comptes-rendus des visites hebdomadaires du sprinklage par la société AIRESS. Le dernier compte-rendu date du 25/04/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

**Constats :**

L'exploitant présente :

- les comptes-rendus des exercices de défense contre l'incendie du 07/11/2022 et du 06/06/2023. Ces exercices n'incluent pas la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie et la fermeture des réseaux du site.

→ **Non-conformité :**

**L'exploitant ne prend pas en compte dans le déroulé de l'exercice de défense incendie, la fermeture des réseaux et la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation des personnels y compris extérieurs aux risques

**Prescription contrôlée :**

« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »



**Constats :**

L'exploitant indique les éléments suivants du plan de formation :

- formation aux risques : ensemble du personnel (conduite à tenir en cas d'incendie – point de rassemblement, comment donner l'alerte) ;
- formation des managers aux situations d'urgence : 23 managers en date du 27/04/2023 ;
- formation Équipiers de première intervention (extincteurs) : 100 % du personnel avec renouvellement tous les 3 ans ;
- formation Équipiers de seconde intervention (extincteurs et RIA) : une dizaine de personnes ;
- formation de l'équipe POI aux moyens de secours (fermetures vanne d'isolement et coupure électriques).

L'exploitant présente :

- l'attestation de la formation pour la manipulation des extincteurs en date du 9/01/2023 pour 8 personnes (formation réalisée par l'organisme France Formations) ;
- l'attestation de formation pour l'habitation électrique en date du 15/09/2023 pour M. Jean-François PELLIER (formation réalisée par ECN) ;
- l'attestation de formation pour l'habitation électrique en date du 08/09/2023 pour M. Ali ABBAZ (formation réalisée par ECN) ;
- l'attestation de formation pour l'habitation électrique en date du 10/10/2023 pour M. Robin DOSNE MARTIN (formation réalisée par ECN) ;
- les feuilles de présence pour la formation d'équipier première intervention en date du 16/02/2023 pour 50 personnes.

→ **Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter le plan de formation du personnel :**

- la procédure de formation des nouveaux employés et de recyclage relatif aux thèmes :
  - \* les risques des installations,
  - \* la conduite à tenir en cas de sinistre,
  - \* la mise en œuvre des moyens d'intervention ;
- le tableau de suivi des formations des employés ;
- les attestations de formation des employés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 15 : Évacuation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14. Evacuation du personnel

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.



**Constats :**

L'exploitant présente

- le compte-rendu de l'exercice d'évacuation du 18/12/2023 (rapport du 25/01/2024) : non-conformité relevée : Alarme incendie HS (beaucoup de dysfonctionnement sur cette centrale incendie et manque de réactivité de la part du sous-traitant).

L'exploitant indique que la correction de la non-conformité est en cours de correction.

Il y a actuellement des mégaphones à disposition pour assurer un mode dégradé de la situation.

**Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures correctives pour mettre en conformité l'alarme incendie à la suite du dernier exercice d'évacuation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

**Constats :**

L'exploitant présente les documents suivants :

**Installations électriques :**

- Vérification réalisée (Q18) par la société Bureau Veritas en date du 14/09/2023 : Non-conformités qui peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion,
- Bon de livraison de la société ACI en date du 07/05/2024 pour la levée des réserves à la suite de la vérification des installations en date du 14.09/2023,
- Vérification réalisée par thermographie infrarouge (Q19) par la société Bureau Veritas en date du 19/04/2023 : Conforme

**Sprinkleur :**

- Vérification semestrielle du sprinkleur réalisée par la société AIRES en date du 01/02/2024 : non-conformités mais non susceptibles de mettre en échec le système.

Toutefois, il y a des non-conformités qui peuvent mettre en échec le système comme :

- libérer des espaces devant les aérothermes et à l'aplomb des aérothermes,



- retirer le stockage situé au-delà de la dernière ligne de sprinkleurs ESFR sous la mezzanine,
- respecter la distance libre de 1 mètre entre le haut du stockage et la tête sprinkleur ;

**Détection incendie :**

- Vérification réalisée par la société DEF en date du 19/01/2023 : Non conformités,  
 - Bon de commande pour la levée des réserves par la société DEF en date du 03/05/2023 ;

**Portes coupe-feu :** Vérification réalisée par la société FIVO en date du 12/06/2023 : Non-conformités relevées ;

**Désenfumage :** Vérification réalisée par la société DESAUTEL en date du 16/11/2023 : Non-conformités ;

**Extincteurs :** Vérification réalisée par la société SPI en date du 26/01/2023 : Non-conformités (pas de vérification pour les extincteurs des locaux sprinkleur et pas d'extincteurs au poste de garde),

- bons d'intervention pour la levée des non-conformités par la société Lutincendie en date du 28/12/2023,

Les locaux sprinkleurs et le poste de garde sont des parties communes aux bâtiments A et Bâtiment B. L'exploitant indique que la vérification et la levée éventuelle des non-conformités seront effectuées par le propriétaire (ARGAN).

Par ailleurs, l'inspection constate que 2 extincteurs sont posés au sol et inaccessibles derrière une poubelle dans la cellule M ;

**RIA :**

- vérification réalisée par la société AIRESS en date du 05/02/2024 : Non conformités,
- le bon de commande auprès de la société AIRESS signé en date du 21/04/2024 ;

**Poteaux incendie :**

- vérification des débits unitaires par la société SDER en date du 22/05/2023 : conforme
- vérification des débits en simultané par la société SDER en date du 22/05/2023 : conforme

**BAES (Blocs Autonomes Eclairage de Secours) :**

- vérification par la société LUMINEM en date 05 et 06/12/2023,
- bon d'intervention pour l'entretien des BAES en date du 05/12/2023 avec le remplacement de 11 BAES ;

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu justifier de la levée des non-conformités à la suite des vérifications périodiques du sprinkleur, des portes coupe-feu, du désenfumage et des extincteurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 17 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures compensatoires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas de procédure concernant une période temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant indique qu'il rédige un formulaire N100 et l'envoie aux principaux partenaires, en indiquant les dispositions prises.

L'exploitant présente les formulaires N100 pour l'avis de mise hors service et remise en service d'un système sprinkleur en date du 21/03/2023 (indisponibilité de 3 semaines) et du 04/03/2024 (indisponibilité de 3 jours).

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas défini les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 18 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lien avec le plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »
<b>Constats :</b>  -> <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas inclus les mesures concernant l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie dans le Plan d'Opération Interne (POI).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 19 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  « L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en 11/2022. Il inclut le Plan de Défense Incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 20 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Socle de base

**Prescription contrôlée :**

Le plan de défense incendie comprend :

- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

**Constats :**

L'exploitant présente le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en 11/2022. Il inclut le Plan de Défense Incendie (PDI).

**Non-conformité : Le POI ne comprend pas :**

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement (voir aussi point n° 14 ci-dessus) ;
- les mesures particulières en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie (voir aussi point n°17 ci-dessus).



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 21 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Transmission au SDIS et lien avec le POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la nouvelle version du POI n'a pas été transmise au SDIS.</p> <p>L'exploitant présente le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en 11/2022. Il inclut le Plan de Défense Incendie (PDI).</p> <p><b>Le POI n'inclut pas les FDS des produits dangereux.</b></p> <p>-&gt; <b>Non-conformité :</b> Le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en 11/2022 ne présente pas les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>L'exploitant ne transmet pas systématiquement les mises à jour du POI aux services d'incendie et de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions complémentaires pour les sites avec POI

**Prescription contrôlée :**

« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »

**Constats :**

L'exploitant présente le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en 11/2022.

L'exploitant indique qu'au-delà des 2 heures, il pourra utiliser les moyens de lutte contre l'incendie du bâtiment voisin (bâtiment B).

L'exploitant a mis un logigramme et une liste des entreprises capables d'intervenir après un sinistre.

L'exploitant indique que les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident va être fait en juin 2024.

**-> Non-conformité :** Le Plan d'Opération Interne (POI) ne comprend pas les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 23 : étude des effets thermiques 8KW/m<sup>2</sup>**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m <sup>2</sup> . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente l'étude de flux thermiques du dossier d'autorisation en date du 28/10/2008.  L'ensemble des flux thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> et des flux de 5 kW/m <sup>2</sup> sont contenus dans le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : étude des effets thermiques 8KW/m<sup>2</sup>**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures à prendre -A
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m <sup>2</sup> en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m <sup>2</sup> :  -soit un système d'extinction automatique d'incendie ;  -soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m <sup>2</sup> ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les



justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.

**Constats :**

Sans objet : l'étude ne met pas en évidence des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> sortants du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 25 : étude des effets thermiques 8KW/m<sup>2</sup>**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures à prendre -B

**Prescription contrôlée :**

B.-Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.

S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.

Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.

**Constats :**

Sans objet : l'étude ne met pas en évidence des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> sortants du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 26 : étude des effets thermiques 8KW/m<sup>2</sup>**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures à prendre -C
<b>Prescription contrôlée :</b>  C.-Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/ m <sup>2</sup> au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.  Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.
<b>Constats :</b>  Sans objet : l'étude ne met pas en évidence des effets thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> sortants du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Porter à connaissance stockage de climatiseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/05/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prévoit que la zone affectée au stockage des équipements de climatisation sera grillagée en 2 zones : une petite zone pour la basse saison d'activité ; une grande zone pour la haute saison d'activité.  Pendant la basse saison d'activité, le stockage sera réalisé que dans petite zone grillage, libérant la grande zone pour le stockage de produits relevant de la rubrique 1510.  Les zones grillagées auront une maille de 5 cm sur 5 cm sur toute la hauteur des racks de stockage. Elles auront des systèmes de fermeture automatique des portes sur déclencheur autonome (DAD) afin de séparer le stockage de ces produits des autres produits combustibles 1510 notamment en cas de sinistre.  Les zones grillages seront munies de portes en nombre suffisant permettant l'évacuation rapide du personnel en tout point de ces zones.  Les moyens incendie seront positionnés dans les zones grillagées afin de permettre le respect des dispositions réglementaires. Les RIA seront également revus si nécessaire pour permettra l'atteinte de tout point par 2 jets de lance de directions opposées.



**Constats :**

L'inspection constate que la zone de stockage des climatiseurs est mise en place.

Les dispositions sont conformes au porter à connaissance qui a reçu un avis favorable de l'inspection en date du 14 mai 2024 (réf. D2024-0418).

L'inspection constate que la zone est grillagée avec une maille de 5cm sur 5 cm (voir photo ci-contre). Les portes grillagées permettent l'accès des zones ont leur fermeture automatique sur déclencheur autonome (DAD).

Le nombre de portes est suffisant pour permettre l'évacuation rapide du personnel.

La zone grillagée comprend des moyens incendie (sprinkleur, RIA et extincteurs).



**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 28 : Circulation dans l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 3 > Chapitre V > Article 2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constat état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des Services d'Incendie puissent évoluer sans difficulté. [...]

**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant stocke de façon temporaire des palettes sur la voie de circulation des engins des Services d'Incendie (voir photo ci-après).



-> **Non-conformité :** L'exploitant stocke des palettes sur la voie de circulation des engins des Services d'Incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 29 : Chargeur d'un tracteur électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/10/2009, article Titre 2 > Article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications des installations

**Prescription contrôlée :**

[...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'inspection constate qu'une zone de recharge d'un tracteur électrique destiné à déplacer les remorques est en cours de matérialisation (voir photo ci-après).



-> **Observation :** Avant toute modification des installations susceptibles d'entraîner un changement notable, l'exploitant doit porter à connaissance du préfet le projet avec tous les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



